



Signataires : Leonard Ferati, Jean-Charles Rielle, Arber Jahija, Romain de Sainte Marie, Thomas Wenger, Nicole Valiquer Grecuccio, Patricia Bidaux, Sophie Demaurex

Date de dépôt : 20 mai 2026

Projet de loi

modifiant la loi pénale genevoise (LPG) (E 4 05) (Pour une protection des jeunes face au protoxyde d'azote)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 1 Modification

La loi pénale genevoise, du 17 novembre 2006, est modifiée comme suit :

Art. 11H Protoxyde d'azote (nouveau)

¹ Quiconque étant mineur consomme du protoxyde d'azote à titre récréatif dans l'espace public ou dans un espace privé accessible au public est puni d'une amende.

² Quiconque remet ou vend, à titre onéreux ou gratuit, du protoxyde d'azote destiné à être consommé à titre récréatif est puni d'une amende.

³ Lorsque les faits visés à l'alinéa 2 concernent un mineur, la peine est une peine pécuniaire de 180 jours-amende au plus.

Art. 2 Entrée en vigueur

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Ces dernières années, l'usage détourné du protoxyde d'azote – communément appelé « gaz hilarant » ou « proto » a connu une progression notable dans de nombreux pays européens. Le canton de Genève n'échappe pas à cette évolution préoccupante. Initialement destiné à des usages médicaux, industriels ou alimentaires, ce gaz est aujourd'hui de plus en plus utilisé à des fins récréatives, notamment par inhalation, dans des contextes festifs ou sociaux.

Le protoxyde d'azote est un composé chimique de formule N_2O , incolore et légèrement sucré, qui agit rapidement sur le système nerveux lorsqu'il est inhalé. Les effets recherchés sont généralement brefs mais intenses : sensation d'euphorie, désinhibition, distorsions sensorielles ou perte de la perception du temps et de l'espace. Ces effets apparaissent quelques secondes après l'inhalation et disparaissent en quelques minutes.

Si cette consommation peut paraître anodine aux yeux de certains usagers, elle comporte pourtant des risques réels pour la santé. Les dangers immédiats incluent notamment l'asphyxie par manque d'oxygène, la perte de connaissance, les brûlures dues au froid du gaz comprimé ou encore des chutes liées à la désorientation. A plus long terme, et particulièrement en cas de consommations répétées ou à fortes doses, des complications graves peuvent apparaître : troubles neurologiques sévères, atteintes hématologiques, troubles psychiatriques ou encore complications cardiaques.

La problématique est d'autant plus préoccupante qu'elle concerne principalement les adolescents et les jeunes adultes, souvent âgés de 15 à 25 ans. L'accessibilité de ce produit, son faible coût et la banalisation de sa consommation sur les réseaux sociaux contribuent à sa diffusion rapide auprès d'un public jeune, parfois peu conscient des risques encourus.

Par ailleurs, cette consommation est fréquemment associée à d'autres substances psychoactives, telles que l'alcool ou certaines drogues, ce qui augmente encore les risques pour la santé et la sécurité des personnes concernées.

Malgré cette réalité, le cadre juridique actuel demeure largement insuffisant pour répondre efficacement à cette problématique. La législation fédérale encadre essentiellement la commercialisation du protoxyde d'azote en tant que produit chimique ou médical, notamment à travers la loi sur les produits chimiques (LChim) et la loi sur les produits thérapeutiques (LPTh).

En revanche, elle ne traite pas spécifiquement de son usage détourné à des fins récréatives.

Ce vide juridique complique considérablement l'action des autorités cantonales. En pratique, il est extrêmement difficile d'intervenir face à une consommation détournée de ce produit, notamment parce que la législation actuelle ne permet pas de sanctionner clairement la détention ou l'usage à des fins récréatives. L'identification des vendeurs ou des consommateurs nécessite souvent de prendre les contrevenants sur le fait, ce qui limite fortement l'efficacité des contrôles.

Dans ce contexte, plusieurs autorités cantonales suisses ont commencé à réfléchir à des mesures spécifiques afin de mieux encadrer l'utilisation de ce produit. Par ailleurs, un arrêt récent du Tribunal fédéral concernant l'usage détourné du protoxyde d'azote contenu dans des bouteilles de gaz industrielles confirme que des restrictions cantonales peuvent être envisagées pour lutter contre l'inhalation à des fins récréatives.

Le canton de Genève dispose ainsi d'une marge d'action pour adapter son cadre légal et mieux protéger la population, en particulier les mineurs.

Dans cette perspective, la motion 2985 adoptée par le Grand Conseil demandait déjà l'élaboration d'un plan d'action cantonal visant notamment à mieux comprendre le phénomène, à sensibiliser les jeunes aux risques liés à cette consommation et à renforcer les contrôles dans les lieux festifs où ce produit est parfois proposé.

Toutefois, au regard de l'évolution rapide de cette problématique, il apparaît aujourd'hui nécessaire d'aller plus loin et de doter le canton d'une base légale claire permettant d'agir plus efficacement.

Le présent projet de loi vise ainsi à combler le vide juridique existant en introduisant dans la loi pénale genevoise des dispositions spécifiques relatives au protoxyde d'azote utilisé à des fins récréatives.

Il poursuit trois objectifs principaux :

Premièrement, protéger les mineurs en interdisant explicitement la consommation de protoxyde d'azote à titre récréatif dans l'espace public ou dans tout lieu accessible au public.

Deuxièmement, limiter l'accès à ce produit dans un contexte récréatif en interdisant sa vente à cette fin sur le territoire cantonal.

Troisièmement, sanctionner plus sévèrement les personnes qui fournissent volontairement du protoxyde d'azote à des mineurs, que ce soit à titre gratuit ou onéreux.

Cette approche vise à responsabiliser l'ensemble des acteurs impliqués, vendeurs, distributeurs et consommateurs, tout en envoyant un signal clair quant à la volonté du canton de protéger la santé des jeunes.

Il ne s'agit évidemment pas de remettre en cause les usages légitimes du protoxyde d'azote dans les domaines médical, industriel ou alimentaire. Le projet de loi cible exclusivement l'usage détourné de cette substance à des fins récréatives, qui constitue aujourd'hui la principale source de préoccupation.

En dotant Genève d'un cadre juridique clair et opérationnel, ce projet de loi permettra aux autorités cantonales et aux forces de police d'intervenir plus efficacement face à ce phénomène et de prévenir les risques sanitaires qui en découlent.

Au-delà de la sanction, l'objectif demeure avant tout préventif : protéger la santé publique, en particulier celle des jeunes, et éviter que la banalisation de ce produit ne conduise à une augmentation des dommages individuels et collectifs.